

# Convention on Wetlands of International Importance especially as Waterfowl Habitat

[Article 1](#)

[Article 2](#)

[Article 3](#)

[Article 4](#)

[Article 5](#)

[Article 6](#)

[Article 7](#)

[Article 8](#)

[Article 9](#)

[Article 10](#)

[Article 10 bis](#)

[Article 11](#)

[Article 12](#)

F Map → E → C → J → G → R → S

# CONVENTION RELATIVE AUX ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE PARTICULIÈREMENT COMME HABITATS DE LA SAUVAGINE

Ramsar, Iran, 2.2.1971

telle qu'amendée par le protocole du 3.12.1982

et les amendements de Regina du 28.5.1987

Paris, le 13. juillet 1994

Directeur de l'Office des Normes  
internationales et des Affaires juridiques  
Organisation des Nations Unies pour  
l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

[Article Premier](#)

[Article 2](#)

[Article 3](#)

[Article 4](#)

[Article 5](#)

[Article 6](#)

[Article 7](#)

[Article 8](#)

[Article 9](#)

[Article 10](#)

[Article 10 bis](#)

[Article 11](#)

[Article 12](#)

$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

Les Parties contractantes,

Reconnaissant l'interdépendance de l'Homme et de son environnement;

Considérant les fonctions écologiques fondamentales des zones humides en tant que régulateurs du régime des eaux et en tant qu'habitats d'une flore et d'une faune caractéristiques et, particulièrement, des oiseaux d'eau;

Convaincues que les zones humides constituent une ressource de grande valeur économique, culturelle, scientifique et récréative, dont la disparition serait irréparable;

Désireuses d'enrayer, à présent et dans l'avenir, les empiétements progressifs sur ces zones humides et la disparition de ces zones;

Reconnaissant que les oiseaux d'eau, dans leurs migrations saisonnières, peuvent traverser les frontières et doivent, par conséquent, être considérés comme une ressource internationale;

Persuadées que la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune peut être assurée en conjuguant des politiques nationales à long terme à une action internationale coordonnée;

Sont convenues de ce qui suit:

## Article Premier

1. Au sens de la présente Convention, les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres.
2. Au sens de la présente Convention, les oiseaux d'eau sont les oiseaux dont l'existence dépend, écologiquement, des zones humides.

## Article 2

1. Chaque Partie contractante devra désigner les zones humides appropriées de son territoire à inclure dans la Liste des zones humides d'importance internationale, appelée ci-après, "la Liste", et qui est tenue par le Bureau institué en vertu de l'article 8. Les limites de chaque zone humide devront être décrites de façon précise et reportées sur une carte, et elles pourront inclure des zones de rives ou de côtes adjacentes à la zone humide et des îles ou des étendues d'eau marine d'une profondeur supérieure à six mètres à marée basse, entourées par la zone humide, particulièrement lorsque ces zones, îles ou étendues d'eau ont de l'importance en tant qu'habitat des oiseaux d'eau.

↑F<sub>Map</sub>    →E    →C    →J    →G    →R    →S

2. Le choix des zones humides à inscrire sur la Liste devrait être fondé sur leur importance internationale au point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique. Devraient être inscrites, en premier lieu, les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toutes saisons.



$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

3. L'inscription d'une zone humide sur la Liste est faite sans préjudice des droits exclusifs de souveraineté de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve située.

↑F Map    →E    →C    →J    →G    →R    →S

4. Chaque Partie contractante désigne au moins une zone humide à inscrire sur la Liste au moment de signer la Convention ou de déposer son instrument de ratification ou d'adhésion conformément aux dispositions de l'article 9.

↑F<sub>Map</sub>    →E    →C    →J    →G    →R    →S

5. Toute Partie contractante a le droit d'ajouter à la Liste d'autres zones humides situées sur son territoire, d'étendre celles qui sont déjà inscrites, ou, pour des raisons pressantes d'intérêt national, de retirer de la Liste ou de réduire l'étendue des zones humides déjà inscrites et, le plus rapidement possible, elle informe de ces modifications l'organisation ou le gouvernement responsable des fonctions du Bureau permanent spécifiées par l'article 8.

↑F<sub>Map</sub>    →E    →C    →J    →G    →R    →S

6. Chaque Partie contractante tient compte de ses engagements, sur le plan international, pour la conservation, la gestion, et l'utilisation rationnelle des populations migratrices d'oiseaux d'eau, tant lorsqu'elle désigne les zones humides de son territoire à inscrire sur la Liste que lorsqu'elle exerce son droit de modifier ses inscriptions.

$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## Article 3

1. Les Parties contractantes élaborent et appliquent leurs plans d'aménagement de façon à favoriser la conservation des zones humides inscrites sur la Liste et, autant que possible, l'utilisation rationnelle des zones humides de leur territoire.

$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

2. Chaque Partie contractante prend les dispositions nécessaires pour être informée dès que possible des modifications des caractéristiques écologiques des zones humides situées sur son territoire et inscrites sur la Liste, qui se sont produites, ou sont en train ou susceptibles de se produire, par suite d'évolutions technologiques, de pollution ou d'une autre intervention humaine. Les informations sur de telles modifications seront transmises sans délai à l'organisation ou au gouvernement responsable des fonctions du Bureau permanent spécifiées à l'article 8.

↑F<sup>Map</sup>    →E    →C    →J    →G    →R    →S

## Article 4

1. Chaque Partie contractante favorise la conservation des zones humides et des oiseaux d'eau en créant des réserves naturelles dans les zones humides, que celles-ci soient ou non inscrites sur la Liste, et pourvoit de façon adéquate à leur surveillance.

↑F Map    →E    →C    →J    →G    →R    →S

2. Lorsqu'une Partie contractante, pour des raisons pressantes d'intérêt national, retire une zone humide inscrite sur la Liste ou en réduit l'étendue, elle devrait compenser autant que possible toute perte de ressources en zones humides et, en particulier, elle devrait créer de nouvelles réserves naturelles pour les oiseaux d'eau et pour la protection, dans la même région ou ailleurs, d'une partie convenable de leur habitat antérieur.



$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

3. Les Parties contractantes encouragent la recherche et l'échange de données et de publications relatives aux zones humides, à leur flore et à leur faune.

$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

4. Les Parties contractantes s'efforcent, par leur gestion, d'accroître les populations d'oiseaux d'eau sur les zones humides appropriées.

$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow J$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

5. Les Parties contractantes favorisent la formation de personnel compétent pour l'étude, la gestion et la surveillance des zones humides.

## Article 5

Les Parties contractantes se consultent sur l'exécution des obligations découlant de la Convention, particulièrement dans le cas d'une zone humide s'étendant sur les territoires de plus d'une Partie contractante ou lorsqu'un bassin hydrographique est partagé entre plusieurs Parties contractantes.

Elles s'efforcent en même temps de coordonner et de soutenir leurs politiques et réglementations présentes et futures relatives à la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune.

## Article 6

1. Il est institué une Conférence des Parties contractantes pour examiner et promouvoir la mise en application de la présente Convention. Le Bureau dont il est fait mention au paragraphe 1 de l'article 8 convoque des sessions ordinaires de la Conférence à des intervalles de trois ans au plus, à moins que la Conférence n'en décide autrement, et des sessions extraordinaires lorsque la demande écrite en est faite par au moins un tiers des Parties contractantes.

La Conférence des Parties contractantes détermine, à chacune de ses sessions ordinaires, la date et le lieu de sa prochaine session ordinaire.

↑F<sub>Map</sub>    →E    →C    →J    →G    →R    →S

2. La Conférence des Parties contractantes aura compétence:

- a) pour discuter de l'application de la Convention;
- b) pour discuter d'additions et de modifications à la Liste;
- c) pour examiner les informations sur les modifications des caractéristiques écologiques des zones humides inscrites sur la Liste fournies en exécution du paragraphe 2 de l'article 3;
- d) pour faire des recommandations, d'ordre général ou particulier, aux Parties contractantes, au sujet de la conservation, de la gestion et de l'utilisation rationnelle des zones humides, de

leur flore et de leur faune;

- e) pour demander aux organismes internationaux compétents d'établir des rapports et des statistiques sur les sujets à caractère essentiellement international concernant les zones humides;
  
- f) pour adopter d'autres recommandations ou résolutions en vue de promouvoir le fonctionnement de la présente Convention.

↑F<sub>Map</sub>    →E    →C    →J    →G    →R    →S

3. Les Parties contractantes assurent la notification aux responsables, à tous les niveaux, de la gestion des zones humides, des recommandations de telles Conférences relatives à la conservation, à la gestion et à l'utilisation rationnelle des zones humides et de leur flore et de leur faune, et elles prennent en considération ces recommandations.
  
4. La Conférence des Parties contractantes adopte un règlement intérieur à chacune de ses sessions.
  
5. La Conférence des Parties contractantes établit et examine régulièrement le règlement financier de la présente Convention. A chacune de ses sessions ordinaires, elle adopte le budget pour l'exercice suivant à une majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes.



6. Chaque Partie contractante contribue à ce budget selon un barème des contributions adopté à l'unanimité des Parties contractantes présentes et votantes à une session ordinaire de la Conférence des Parties contractantes.

## Article 7

1. Les Parties contractantes devraient inclure dans leur représentation à ces conférences des personnes ayant la qualité d'experts pour les zones humides ou les oiseaux d'eau du fait des connaissances et de l'expérience acquises par des fonctions scientifiques, administratives ou par d'autres fonctions appropriées.
2. Chacune des Parties contractantes représentées à une Conférence dispose d'une voix, les recommandations, résolutions et décisions étant adoptées à la majorité simple des Parties contractantes présentes et votantes; à moins que la présente Convention ne prévoise d'autres dispositions.

## Article 8

1. L'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources assure les fonctions du Bureau permanent en vertu de la présente Convention, jusqu'au moment où une autre organisation ou un gouvernement sera désigné par une majorité des deux tiers de toutes les Parties contractantes.
  
2. Les fonctions du Bureau permanent sont, notamment:
  - a) D'aider à convoquer et à organiser les conférences visées à l'article 6;
  
  - b) de tenir la Liste des zones humides d'importance internationale, et recevoir des Parties contractantes les informations prévues

par le paragraphe 5 de l'article 2, sur toutes additions, extensions, suppressions ou diminutions relatives aux zones humides inscrites sur la Liste;

- c) de recevoir des Parties contractantes les informations prévues conformément au paragraphe 2 de l'article 3 sur toutes modifications des conditions écologiques des zones humides inscrites sur la Liste;
- d) de notifier à toutes les Parties contractantes toute modification de la Liste, ou tout changement dans les caractéristiques des zones humides inscrites, et prendre les dispositions pour que ces questions soient discutées à la prochaine conférence;
- e) d'informer la Partie contractante intéressée des recommandations des conférences en ce qui

concerne les modifications à la Liste ou des changements dans les caractéristiques des zones humides inscrites.

## Article 9

1. La Convention est ouverte à la signature pour une durée indéterminée.
  
2. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou toute Partie au statut de la Cour internationale de Justice peut devenir Partie contractante à cette Convention par:
  - a) signature sans réserve de ratification;
  - b) signature sous réserve de ratification, suivie de la ratification;
  - c) adhésion.

3. La ratification ou l'adhésion seront effectuées par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ci-après appelé le "Dépositaire").

↑F<sub>Map</sub>    →E    →C    →J    →G    →R    →S

## Article 10

1. La Convention entrera en vigueur quatre mois après que sept Etats seront devenus Parties contractantes à la Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 9.
2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur, pour chacune des Parties contractantes, quatre mois après la date de sa signature sans réserve de ratification, ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.



$\uparrow F_{Map}$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## Article 10 bis

1. La présente Convention peut être amenée à une réunion des Parties contractantes convoquée à cet effet en conformité avec le présent article.
2. Des propositions d'amendement peuvent être présentés par toute Partie contractante.
3. Le texte de toute proposition d'amendement et les motifs de cette proposition sont communiqués à l'organisation ou au gouvernement faisant office de bureau permanent au sens de la Convention (appelé(e), ci-après "le Bureau"), et sont communiqués par le Bureau sans délai à toutes les Parties contractantes. Tout commentaire sur le texte émanant d'une Partie contractante est communiqué au Bureau dans les trois mois

suivant la date à laquelle les amendements ont été communiqués aux Parties contractantes par le Bureau. Le Bureau, immédiatement après la date limite de présentations des commentaires, communique aux Parties contractantes tous les commentaires reçus à cette date.

4. Une réunion des Parties contractantes en vue d'examiner un amendement communiqué en conformité avec le paragraphe 3 est convoquée par le Bureau à la demande écrite d'un tiers du nombre des Parties contractantes. Le Bureau consulte les Parties en ce qui concerne la date et le lieu de la réunion.
5. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes.
6. Lorsqu'il a été adopté, un amendement entre en

vigueur, pour les Parties contractantes qui l'ont accepté, le premier jour du quatrième mois suivant la date à laquelle deux tiers des Parties contractantes ont déposé un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire. Pour toute Partie contractante qui dépose un instrument d'acceptation après la date à laquelle deux tiers des Parties contractantes ont déposé un instrument d'acceptation, l'amendement entre en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant la date du dépôt de l'instrument d'acceptation de cette Partie.

## Article 11

1. La Convention restera en vigueur pour une durée indéterminée.
2. Toute Partie contractante pourra dénoncer la Convention après une période de cinq ans après la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour cette Partie, en faisant par écrit la notification au Dépositaire. La dénonciation prendra effet quatre mois après le jour où la notification en aura été reçue par le Dépositaire.

## Article 12

1. Le Dépositaire informera aussitôt que possible tous les Etats ayant signé la Convention ou y ayant adhéré:
  - a) des signatures de la Convention;
  - b) des dépôts d'instruments de ratification de la Convention;
  - c) des dépôts d'instruments d'adhésion à la Convention;
  - d) de la date d'entrée en vigueur de la Convention;
  - e) des notifications de dénonciation de la Convention.
  
2. Lorsque la Convention sera entrée en vigueur, le Dépositaire la fera enregistrer au Secrétariat des Nations Unies conformément à l'article 102 de la

charte.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Ramsar le 2 février 1971 en un seul exemplaire original dans les langues anglaise, française, allemande et russe, le texte anglais servant de référence en cas de divergence d'interprétation, lequel exemplaire sera confié au Dépositaire qui en délivrera des copies certifiées conformes à toutes les Parties contractantes.

[↑E Map](#)   [→F](#)   [→C](#)   [→J](#)   [→G](#)   [→R](#)   [→S](#)

## Convention on Wetlands of International Importance especially as Waterfowl Habitat

[Article 1](#)

[Article 2](#)

[Article 3](#)

[Article 4](#)

[Article 5](#)

[Article 6](#)

[Article 7](#)

[Article 8](#)

[Article 9](#)

[Article 10](#)

[Article 10 bis](#)

[Article 11](#)



## Article 12

↑E Map    →F    →C    →J    →G    →R    →S

RECOGNIZING the interdependence of Man and his environment;

CONSIDERING the fundamental ecological functions of wetlands as regulators of water regimes and as habitats supporting a characteristic flora and fauna, especially waterfowl;

BEING CONVINCED that wetlands constitute a resource of great economic, cultural, scientific, and recreational value, the loss of which would be irreparable;

DESIRING to stem the progressive encroachment on and loss of wetlands now and in the future;

**RECOGNIZING** that waterfowl in their seasonal migrations may transcend frontiers and so should be regarded as an international resource;

**BEING CONFIDENT** that the conservation of wetlands and their flora and fauna can be ensured by combining far-sighted national policies with co-ordinated international action;

## Article 1

1. For the purpose of this Convention wetlands are areas of marsh, fen, peatland or water, whether natural or artificial, permanent or temporary, with water that is static or flowing, fresh, brackish or salt, including areas of marine water the depth of which at low tide does not exceed six metres.
2. For the purpose of this Convention waterfowl are birds ecologically dependent on wetlands.

↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

## Article 2

1. Each Contracting Party shall designate suitable wetlands within its territory for inclusion in a List of Wetlands of International Importance, hereinafter referred to as "the List" which is maintained by the bureau established under Article 8. The boundaries of each wetland shall be precisely described and also delimited on a map and they may incorporate riparian and coastal zones adjacent to the wetlands, and islands or bodies of marine water deeper than six metres at low tide lying within the wetlands, especially where these have importance as waterfowl habitat.

↑E XMap    →F    →C    →J    →G    →R    →S

2. Wetlands should be selected for the List on account of their international significance in terms of ecology, botany, zoology, limnology or hydrology. In the first instance wetlands of international importance to waterfowl at any season should be included.

↑E XMap    →F    →C    →J    →G    →R    →S

3. The inclusion of a wetland in the List does not prejudice the exclusive sovereign rights of the Contracting Party in whose territory the wetland is situated.

↑E Map    →F    →C    →J    →G    →R    →S

4. Each Contracting Party shall designate at least one wetland to be included in the List when signing this Convention or when depositing its instrument of ratification or accession, as provided in Article 9.



↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

5. Any Contracting Party shall have the right to add to the List further wetlands situated within its territory, to extend the boundaries of those wetlands already included by it in the List, or, because of its urgent national interests, to delete or restrict the boundaries of wetlands already included by it in the List and shall, at the earliest possible time, inform the organization or government responsible for the continuing bureau duties specified in Article 8 of any such changes.

↑E XMap → F → C → J → G → R → S

6. Each Contracting Party shall consider its international responsibilities for the conservation, management and wise use of migratory stocks of waterfowl, both when designating entries for the List and when exercising its right to change entries in the List relating to wetlands within its territory.

↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

## Article 3

1. The Contracting Parties shall formulate and implement their planning so as to promote the conservation of the wetlands included in the List, and as far as possible the wise use of wetlands in their territory.

↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

2. Each Contracting Party shall arrange to be informed at the earliest possible time if the ecological character of any wetland in its territory and included in the List has changed, is changing or is likely to change as the result of technological developments, pollution or other human interference. Information on such changes shall be passed without delay to the organization or government responsible for the continuing bureau duties specified in Article 8.

↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

## Article 4

1. Each Contracting Party shall promote the conservation of wetlands and waterfowl by establishing nature reserves on wetlands, whether they are included in the List or not, and provide adequately for their wardening.

↑E XMap    →F    →C    →J    →G    →R    →S

2. Where a Contracting Party in its urgent national interest, deletes or restricts the boundaries of a wetland included in the List, it should as far as possible compensate for any loss of wetland resources, and in particular it should create additional nature reserves for waterfowl and for the protection, either in the same area or elsewhere, of an adequate portion of the original habitat.

↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

3. The Contracting Parties shall encourage research and the exchange of data and publications regarding wetlands and their flora and fauna.

↑E Map    →F    →C    →J    →G    →R    →S

4. The Contracting Parties shall endeavour through management to increase waterfowl populations on appropriate wetlands.



↑E XMap    →F    →C    →G    →J    →R    →S

5. The Contracting Parties shall promote the training of personnel competent in the fields of wetland research, management and wardening.

## Article 5

The Contracting Parties shall consult with each other about implementing obligations arising from the Convention especially in the case of a wetland extending over the territories of more than one Contracting Party or where a water system is shared by Contracting Parties.

They shall at the same time endeavour to coordinate and support present and future policies and regulations concerning the conservation of wetlands and their flora and fauna.

$\uparrow E_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## Article 6

1. There shall be established a Conference of the Contracting Parties to review and promote the implementation of this Convention. The Bureau referred to in Article 8, paragraph 1, shall convene ordinary meetings of the Conference of the Contracting Parties at intervals of not more than three years, unless the Conference decides otherwise, and extraordinary meetings at the written requests of at least one third of the Contracting Parties.

Each ordinary meeting of the Conference of the Contracting Parties shall determine the time and venue of the next ordinary meeting.

↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

2. The Conference of the Contracting Parties shall be competent:

- a) to discuss the implementation of this Convention;
- b) to discuss additions to and changes in the List;
- c) to consider information regarding changes in the ecological character of wetlands included in the List provided in accordance with paragraph 2 of Article 3;
- d) to make general or specific recommendations to the Contracting Parties regarding the conservation, management and wise use of wetlands and their flora and

fauna;

- e) to request relevant international bodies to prepare reports and statistics on matters which are essentially international in character affecting wetlands;
- f) to adopt other recommendations, or resolutions, to promote the functioning of this Convention.

3. The Contracting Parties shall ensure that those responsible at all levels for wetlands management shall be informed of, and take into consideration, recommendations of such Conferences concerning the conservation, management and wise use of wetlands and their flora and fauna.
  
4. The Conference of the Contracting Parties shall adopt rules of procedure for each of its meetings.
  
5. The Conference of the Contracting Parties shall establish and keep under review the financial regulations of this Convention. At each of its ordinary meetings, it shall adopt the budget for the next financial period by a two-third majority of Contracting Parties present and voting.

6. Each Contracting Party shall contribute to the budget according to a scale of contributions adopted by unanimity of the Contracting Parties present and voting at a meeting of the ordinary Conference of the Contracting Parties.

$\uparrow E_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## Article 7

1. The representatives of the Contracting Parties at such Conferences should include persons who are experts on wetlands or waterfowl by reason of knowledge and experience gained in scientific, administrative or other appropriate capacities.
2. Each of the Contracting Parties represented at a Conference shall have one vote, recommendations, resolutions and decisions being adopted by a simple majority of the Contracting Parties present and voting, unless otherwise provided for in this Convention.



## Article 8

1. The International Union for Conservation of Nature and Natural Resources shall perform the continuing bureau duties under this Convention until such time as another organization or government is appointed by a majority of two-thirds of all Contracting Parties.
  
2. The continuing bureau duties shall be, inter alia:
  - a) to assist in the convening and organizing of Conferences specified in Article 6;
  
  - b) to maintain the List of Wetlands of International Importance and to be informed by the Contracting Parties of any additions,

extensions, deletions or restrictions concerning wetlands included in the List provided in accordance with paragraph 5 of Article 2;

- c) to be informed by the Contracting Parties of any changes in the ecological character of wetlands included in the List provided in accordance with paragraph 2 of Article 3;
- d) to forward notification of any alterations to the List, or changes in character of wetlands included therein, to all Contracting Parties and to arrange for these matters to be discussed at the next Conference;
- e) to make known to the Contracting Party concerned, the recommendations of the Conferences in respect of such alterations to the List or of changes in the character of

wetlands included therein.

## Article 9

1. This Convention shall remain open for signature indefinitely.
2. Any member of the United Nations or of one of the Specialized Agencies or of the International Atomic Energy Agency or Party to the Statute of the International Court of Justice may become a Party to this Convention by:
  - (a) signature without reservation as to ratification;
  - (b) signature subject to ratification followed by ratification;
  - (c) accession.

3. Ratification or accession shall be effected by the deposit of an instrument of ratification or accession with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (hereinafter referred to as "the Depositary").

↑E Map    →F    →C    →J    →G    →R    →S

## Article 10

1. This Convention shall enter into force four months after seven States have become Parties to this Convention in accordance with paragraph 2 of Article 9.
2. Thereafter this Convention shall enter into force for each Contracting Party four months after the day of its signature without reservation as to ratification, or its deposit of an instrument of ratification or accession.

↑E<sub>Map</sub>    →F    →C    →J    →G    →R    →S

## Article 10 bis

1. This Convention may be amended at a meeting of the Contracting Parties convened for that purpose in accordance with this article.
2. Proposals for amendment may be made by any Contracting Party.
3. The text of any proposed amendment and the reasons for it shall be communicated to the organization or government performing the continuing bureau duties under the Convention (hereinafter referred to as "the Bureau") and shall promptly be communicated by the Bureau to all Contracting Parties. Any comments on the text by the Contracting Parties shall be communicated to the Bureau within three

months of the date on which the amendments were communicated to the Contracting Parties by the Bureau. The Bureau shall, immediately after the last day for submission of comments, communicate to the Contracting Parties all comments submitted by that day.

4. A meeting of Contracting Parties to consider an amendment communicated in accordance with paragraph 3 shall be convened by the Bureau upon the written request of one third of the Contracting Parties. The Bureau shall consult the Parties concerning the time and venue of the meeting.
5. Amendments shall be adopted by a two-thirds majority of the Contracting Parties present and voting.
6. An amendment adopted shall enter into force



for the Contracting Parties which have accepted it on the first day of the fourth month following the date on which two thirds of the Contracting Parties have deposited an instrument of acceptance with the Depositary. For each Contracting Party which deposits an instrument of acceptance after the date on which two thirds of the Contracting Parties have deposited an instrument of acceptance, the amendment shall enter into force on the first day of the fourth month following the date of the deposit of its instrument of acceptance.

$\uparrow E_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## Article 11

1. This Convention shall continue in force for an indefinite period.
2. Any Contracting Party may denounce this Convention after a period of five years from the date on which it entered into force for that party by giving written notice thereof to the Depositary. Denunciation shall take effect four months after the day on which notice thereof is received by the Depositary.

## Article 12

1. The Depositary shall inform all States that have signed and acceded to this Convention as soon as possible of: signatures to the Convention;
  - a) deposits of instruments of ratification of this Convention;
  - b) deposits of instruments of accession to this Convention;
  - c) the date of entry into force of this Convention;
  - d) notifications of denunciation of this Convention.
  
2. When this Convention has entered into force, the Depositary shall have it registered with the

Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized to that effect, have signed this Convention.

↑C Map →F →E →J →G →R →S

关于特别是作为水禽栖息地的国际重要湿地  
公约 (简称《湿地公约》)

(拉姆萨尔, 1971年2月2日, 经1982年12  
月3日的议定书修订)

第一条

第二条

第三条

第四条

第五条

第六条

第七条

第八条

第九条

第十条

第十条 副

第十一条

第十二条

各缔约国，确认人与其环境相互依存；

考虑到湿地的基本生态功能是作为水文状况的调节者，是某种独特植物区系和动物区系，特别是水禽赖以存活的生境；

深信湿地是具有重大经济、文化、科学和娱乐价值的一种资源，一旦丧失则不可弥补；

希望制止目前和今后对湿地的蚕食，乃至丧失；

确认水禽在季节性迁徙时可能会超越国界，因此，应视为一种国际资源；

确信具有远见的国家政策与协调一致的国际行动相结合，可以确保湿地及其动植物区系得到保护；

兹议定条款如下：



↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

## 第一条

1. 为本公约之目的，湿地是指，不问其为天然或人工、长久或暂时的沼泽地、泥炭地或水域地带，带有静止或流动的淡水、半咸水或咸水水体，包括低潮时水深不超过 6 米的水域。
2. 为本公约之目的，水禽系指从生态学角度看以湿地为生存条件的鸟类。

## 第二条

1. 每个缔约国应指定其领土内适当湿地列入由依第八条所设管理局保管的《国际重要湿地名录》(下称《名录》), 该《名录》由根据第八条设立的办事处保管。每块湿地的边界应在地图上精确标明和划定, 可包括与湿地毗邻的河岸和海岸地区, 以及位于湿地内的岛屿或低潮时水深超过 6 米的海洋水体, 特别是具有水禽生境意义的地区岛屿或水体。

$\uparrow C_{Map}$   $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

2. 选择列入《名录》的湿地，应根据它们在生态学、植物学、动物学、湖沼学或水文学方面的国际意义来考虑。首先应列入一年四季均对水禽具有国际意义的湿地。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

3. 将湿地列入《名录》，并不损害其所属缔约国的专有主权。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

4. 每个缔约国在按照第九条规定签署本公约或交存其批准书或加入书时，应至少指定一块湿地列入《名录》。

↑C Map → F → E → J → G → R → S

5. 任何缔约国均有权将其领土内的其他湿地增列入《名录》，扩大已列入《名录》的湿地的边界，或者出于紧急的国家利益的考虑，取消列入《名录》的湿地或缩小其边界，并应尽快将这类变动，通知负责第八条规定的常务办事处的组织或政府。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

6. 每个缔约国在指定列入《名录》的湿地和就列入《名录》的其领土内的湿地行使修改条文的权利时，应考虑其对保护、管理和合理使用迁徙水禽所负的国际责任。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

### 第三条

1. 各缔约国应制订和执行规划，以促进对列入《名录》的湿地的保护，并尽可能地合理使用其领土内的湿地。



↑C Map → F → E → J → G → R → S

2. 每个缔约国应作出安排，以便尽早获悉，由于技术发展、污染或其他人为干扰，列入《名录》的其领土内的湿地的生态特性经发生变化，正在变化，或有可能发生变化。有关这类变化的情况应立即通知负责第八条规定的常务办事处的组织或政府。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

## 第四条

1. 每个缔约国应在湿地(不论是否已列入《名录》)建立自然保护区,以促进对湿地和水禽的保护,并采取充分措施予以看管。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

2. 当某一缔约国出于紧急的国家利益的考虑而取消列入《名录》的湿地或缩小其边界时，应尽可能弥补湿地资源的任何损失，特别应建立新的自然保护区，以供水禽生存，并在同一地区或其他地区保护原来生境的适当部分。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

3. 各缔约国应鼓励就湿地及其动植物区系开展研究，交换资料和出版物。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

4. 各缔约国应努力通过管理增加合适的湿地上的水禽数目。

↑C Map    →F    →E    →G    →J    →R    →S

5. 各缔约国应加强培训能胜任湿地研究、管理和看管的人员。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

## 第五条

缔约国应就履行《公约》规定的义务，特别是在湿地扩及一个以上缔约国的领土或一条水系为数缔约国所共有的情况下，相互协商。

同时，各缔约国应努力协调和支持目前和将来就保护湿地及其动植物所制订的政策和条例。

## 第六条

1. 设立缔约国会议，以检查和促进这项公约的实施。第八条第 1 段所提及的常务办事处至少每 3 年召开一次缔约国会议之例会，除非会议另有决定。

在至少有 2/3 的缔约国提出书面要求的情况下，也可以召开特别会议。

缔约国会议的每次例会均应确定举行下一次例会的时间及地点。



2. 缔约国会议具有下列职权：

- (a) 讨论本公约的执行情况；
- (b) 讨论《名录》的增补和修改；
- (c) 审议根据第三条第2段提供的关于《名录》中所列湿地生态特性变化的资料；
- (d) 就保护、管理和合理使用湿地及其动植物问题，向缔约国提出一般性建议或具体建议；
- (e) 要求有关国际机构就涉及湿地的国际问题提出报告和提供统计资料；

(f) 通过其他建议或决议，来促进本公约的执行。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

3. 各缔约国应保证从事湿地管理的各级负责人了解并考虑此类会议关于保护、管理和合理使用湿地及其动植物的建议。
  
4. 缔约国会议为每次会议制定议事规则。
  
5. 缔约国会议应制定本公约的财务条例，并定期对条例进行审议。缔约国会议应在其每次例会上以出席会议并参加表决之缔约国的2/3多数通过下一财务期的预算。
  
6. 各缔约国应根据出席缔约国会议例会并参加表决之所有缔约国一致通过的会费额度向预算纳款。

## 第七条

1. 参加上述会议的各缔约国代表应包括在科学、行政或其他有关方面知识渊博、经验丰富的湿地或水禽专家。
2. 出席会议的每一缔约国有一票表决权；建议、决议和决定由出席会议及参加投票的缔约国的简单多数通过，除非本公约另作其他规定。

## 第八条

1. 国际自然及自然资源保护联盟执行本公约规定的常务办事处职责，直至全体缔约国的2/3多数指定另一个组织或政府时止。
  
2. 常务办事处职责如下：
  - (a) 协助召集和组织第六条规定的会议；
  
  - (b) 保管《具有国际意义的湿地名录》，并接收各缔约国根据第二条第5段就列入《名录》的湿地的增补、扩大、取消或缩小所提供的资料；
  
  - (c) 接收各缔约国根据第三条第2段就列入《名录》的湿地的生态特性变化所提供的资料；

- (d) 把对《名录》的任何修改或《名录》中所列湿地的特性变化通知所有缔约国,并为在下届会议上讨论这些事项作出安排;
  
- (e) 把会议就《名录》修改或《名录》中所列湿地的特性变化提出的建议通知有关缔约国。

## 第九条

1. 本公约无限期开放签字。
  
2. 联合国任何会员国、任何专门机构或国际原子能机构的会员国或国际法院规约任何当事国得依下列方式之一成为本公约缔约国；
  - (a) 对于批准不附保留之签署；
  - (b) 待批准之签署，继后批准；
  - (c) 加入。
  
3. 向联合国教育、科学及文化组织总干事(下称“保存人”)交存一份批准书或加入书；批准或加入即为生效。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

## 第十条

1. 本公约在 7 个国家按第九条第 2 段方式成为本公约缔约国起 4 个月后生效。
2. 本公约嗣后对每个缔约国应自该国对于批准不附保留之签署或交存批准书或加入书之日起 4 个月后生效。



$\uparrow C \text{ Map} \quad \rightarrow F \quad \rightarrow E \quad \rightarrow J \quad \rightarrow G \quad \rightarrow R \quad \rightarrow S$

## 第十条 副

1. 根据本条，缔约国可就《公约》修订问题召集会议，对《公约》进行修订。
2. 任何缔约国均可提出修订建议。
3. 所建议的任何修正案的文本及修订理由须通过根据《公约》行使常设主席团(下称“主席团”)职责的组织或政府，并由主席团随即转告所有缔约国。缔约国对文本的任何意见要在自主席团把修正案通知缔约国之日起3个月内通知主席团。主席团须于意见提交的最后一天之后立即把截至该日所收到的全部意见转告各缔约国。
4. 主席团将根据1/3缔约国的书面要求召集缔约国会议，审议根据第3段提出的修正案。

主席团将就会议的时间与地点同各缔约国进行协商。

5. 修正案须经与会缔约国投票表决以 2/3 的多数通过。
  
6. 被通过的修正案将于 2/3 缔约国向保管者交存接受卡之日后第 4 个月的第一天起对接受修正案的缔约国生效。对在 2/3 缔约国交存接受书之日后交存接受书的任何缔约国，修正案将于该国交存接受书之日后第 4 个月第一天开始生效。

↑C Map    →F    →E    →J    →G    →R    →S

## 第十一条

1. 本公约将无限期有效。
2. 任何缔约国可在本公约对该国生效之日起 5 年后书面通知保存人退出本公约。退约应于保存人接得通知之日起 4 个月后生效。

## 第十二条

1. 保存人应尽快将下述事项通知所有业已签署或加入本公约的国家：
  - (a) 《公约》之签署；
  - (b) 本公约批准书之交存；
  - (c) 本公约加入书之交存；
  - (d) 本公约生效日期；
  - (e) 退约通知。
  
2. 本公约生效之后，保存人应根据《联合国宪章》第 102 条在联合国秘书处予以登记。

下列签署人经正式授权签署本公约，以昭信守。

1971年2月2日订于拉姆萨尔，原奉以英文本、法文本、德文本和俄文本各式一份。所有文本具有同等效力。文本均交保存人，保存人则将正式副本分送所有缔约国。

[↑J Map](#)   [→F](#)   [→E](#)   [→C](#)   [→G](#)   [→R](#)   [→S](#)

特に水鳥の生息地として国際的に重要な湿地に関する条約（昭和 55.9.22 条約二八）

[第 1 条](#)

[第 2 条](#)

[第 3 条](#)

[第 4 条](#)

[第 5 条](#)

[第 6 条](#)

[第 7 条](#)

[第 8 条](#)

[第 9 条](#)

[第 10 条](#)

[第 10 条の 2](#)

[第 11 条](#)

[第 12 条](#)

$\uparrow J_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

締約国は、人間とその環境とが相互に依存していることを認識し、

水の循環を調整するものとしての湿地の及び湿地特有の動植物特に水鳥の生息地としての湿地の基本的な生態学的機能を考慮し、

湿地が経済上、文化上、科学上及びレクリエーション上大きな価値を有する資源であること及び湿地を喪失することが取返しのつかないことであることを確信し、

湿地の進行性の侵食及び湿地の喪失を現在及び将来とも阻止することを希望し、

水鳥が、季節的移動に当たつて国境を越えることがあることから、国際的な資源として考慮されるべきものであることを認識し、

湿地及びその動植物の保全が将来に対する見通しを有する国内政策と、調整の図られた国際的行動とを結び付けることにより確保されるものであることを確信して、

次のとおり協定した。



## 第1条

- 1 この条約の適用上、湿地とは、天然のものであるか人工のものであるか、永続的なものであるか1時的なものであるかを問わず、更には水が滞っているか流れているか、淡水であるか汽水であるか鹹水であるかを問わず、沼沢地、湿原、泥炭地又は水域をいい、低潮時における水深が6メートルを超えない海域を含む。
- 2 この条約の適用上、水鳥とは、生態学上湿地に依存している鳥類をいう。

## 第2条

- 1 各締約国は、その領域内の適当な湿地を指定するものとし、指定された湿地は、国際的に重要な湿地に係る登録簿（以下「登録簿」といい、第8条の規定により設けられる事務局が保管する。）に掲げられる。湿地の区域は、これを正確に記述し、かつ、地図上に表示するものとし、また、特に水鳥の生息地として重要である場合には、水辺及び沿岸の地帯であつて湿地に隣接するもの並びに島又は低潮時における水深が6メートルを超える海域であつて湿地に囲まれているものを含めることができる。

$\uparrow J_{Map}$   $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow G$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

- 2 湿地は、その生態学上、植物学上、動物学上、湖沼学上又は水文学上の国際的重要性に従つて、登録簿に掲げるため選定されるべきである。特に、水鳥にとつていずれの季節においても国際的に重要な湿地は、掲げられるべきである。

$\uparrow J_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

- 3 登録簿に湿地を掲げることは、その湿地の存する締約国の排他的主権を害するものではない。

↑J Map    →F    →E    →C    →G    →R    →S

- 4 各締約国は、第9条の規定によりこの条約に署名し又は批准書若しくは加入書を寄託する際に、登録簿に掲げるため少なくとも一の湿地を指定する。

↑J Map → F → E → C → G → R → S

- 5 いずれの締約国も、その領域内の湿地を登録簿に追加し、既に登録簿に掲げられている湿地の区域を拡大し又は既に登録簿に掲げられている湿地の区域を緊急な国家的利益のために廃止し若しくは縮小する権利を有するものとし、当該変更につき、できる限り早期に、第8条に規定する事務局の任務について責任を有する機関又は政府に通報する。

↑J Map → F → E → C → G → R → S

- 6 各締約国は、その領域内の湿地につき、登録簿への登録のため指定する場合及び登録簿の登録を変更する権利を行使する場合には、渡りをする水鳥の保護、管理及び適正な利用についての国際的責任を考慮する。

↑J Map    →F    →E    →C    →G    →R    →S

## 第3条

- 1 締約国は、登録簿に掲げられている湿地の保全を促進し及びその領域内の湿地をできる限り適正に利用することを促進するため、計画を作成し、実施する。



J Map → F → E → C → G → R → S

2 各締約国は、その領域内にあり、かつ、登録簿に掲げられている湿地の生態学的特徴が技術の発達、汚染その他の人為的干渉の結果、既に変化しており、変化しつつあり又は変化するおそれがある場合には、これらの変化に関する情報をできる限り早期に入手することができるような措置をとる。これらの変化に関する情報は、遅滞なく、第8条に規定する事務局の任務について責任を有する機関又は政府に通報する。

$\uparrow J_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## 第4条

- 1 各締約国は、湿地が登録簿に掲げられているかどうかにかかわらず、湿地に自然保護区を設けることにより湿地及び水鳥の保全を促進し、かつ、その自然保護区の監視を十分に行う。

↑J Map → F → E → C → G → R → S

- 2 締約国は、登録簿に掲げられている湿地の区域を緊急な国家的利益のために廃止し又は縮小する場合には、できる限り湿地資源の喪失を補うべきであり、特に、同一の又は他の地域において水鳥の従前の生息地に相当する生息地を維持するために、新たな自然保護区を創設すべきである。

$\uparrow J_{Map}$   $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow G$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

- 3 締約国は、湿地及びその動植物に関する研究並びに湿地及びその動植物に関する資料及び刊行物の交換を奨励する。

$\uparrow J_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

4 締約国は、湿地の管理により、適当な湿地における水鳥の数を増加させるよう努める。

$\uparrow J_{Map}$   $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow G$   $\rightarrow C$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

- 5 締約国は、湿地の研究、管理及び監視について能力を有する者の訓練を促進する。

$\uparrow J_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## 第5条

締約国は、特に2以上の締約国の領域に湿地がわたっている場合又は2以上の締約国に水系が及んでいる場合には、この条約に基づく義務の履行につき、相互に協議する。

また、締約国は、湿地及びその動植物の保存に関する現在及び将来の施策及び規制について調整し及びこれを支援するよう努める。

$\uparrow J_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## 第 6 条

- 1 この条約の実施について検討し及びこの条約の実施を促進するため、締約国会議を設置する。第 8 条 1 の事務局は、締約国会議が別段の決定を行わない限り 3 年を超えない間隔で締約国会議の通常会合を招集し、

また、締約国の少なくとも 3 分の 1 が書面により要請する場合には特別会合を招集する。

締約国会議の通常会合は、次回の通常会合の時期及び場所を決定する。



$\uparrow J_{Map}$   $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow G$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

2 締約国会議は、次のことを行う権限を有する。

- (a) この条約の実施について討議すること。
- (b) 登録簿に係る追加及び変更について討議すること。
- (c) 登録簿に掲げられている湿地の生態学的特徴の変化に関する情報であつて第3条2の規定により通報されるものについて検討すること。
- (d) 締約国に対し、湿地及びその動植物の保全、管理及び適正な利用に関して一般的又は個別的勧告を行うこと。

- (e) 湿地に関係のある事項であつて本来国際的性格を有するものについての報告及び統計を作成するよう関係国際機関に要請すること。
- (f) この条約の実施を促進するため、その他の勧告又は決議を採択すること。

↑J Map →F →E →C →G →R →S

- 3 締約国は、湿地の管理につきそれぞれの段階において責任を有する者が湿地及びその動植物の保全、管理及び適正な利用に関する1の会議の勧告について通知を受けること及びこれらの者が当該勧告を考慮に入れることを確保する。
- 4 締約国全議は、会合ごとに手続規則を採択する。
- 5 締約国会議は、この条約の財政規則を定め及び定期的に検討する。締約国会議は、通常会合ごとに、出席しかつ投票する締約国の3分の2以上の多数による議決で、次期の財政期間についての予算を採択する。
- 6 締約国は、締約国会議の通常会合において出席しかつ投票する締約国が全会一致の議決で

採択する分担率に従つて、予算に係る分担金を  
支払う。

## 第7条

- 1 前条1の会議に出席する締約国の代表には、科学、行政その他の適当と認められる分野において得られた知識及び経験により湿地又は水鳥の専門家とされる者を含めるべきである。
- 2 会議に代表を出席させる各締約国は、一の票を有するものとし、勧告、決議及び決定は、この条約に別段の定めがある場合を除くほか、出席しかつ投票する締約国の単純過半数による議決で採択する。

## 第 8 条

- 1 自然及び天然資源の保全に関する国際同盟は、他の機関又は政府がすべての締約国の 3 分の 2 以上の多数による議決で指定される時まで、この条約に規定する事務局の任務を行う。
  
- 2 事務局は、特に、次の任務を行う。
  - (a) 第 6 条 1 の会議が招集されかつ組織されるに当たつて助力すること。
  
  - (b) 国際的に重要な湿地に係る登録簿を保管すること及び登録簿に掲げられている湿地に関する追加、拡大、廃止又は縮小につき第 2 条 5 の規定により締約国が行う通報を受けると。
  
  - (c) 登録簿に掲げられている湿地の生態学的特

徴の変化に関し第3条2の規定により締約国が行う通報を受けること。

- (d) 登録簿の変更又は登録簿に掲げられている湿地の特徴の変化をすべての締約国に通知すること及び次回の会議においてこれらの事項が討議されるように取り計らうこと。
- (e) 登録簿の変更又は登録簿に掲げられている湿地の特徴の変化に関する勧告を関係締約国に周知させること。

## 第9条

- 1 この条約は、署名のため無期限に開放しておく。
  
- 2 国際連合、いずれかの専門機関若しくは国際原子力機関の加盟国又は国際司法裁判所規程の当事国は、次のいずれかの方法により、この条約の締約国となることができる。
  - (a) 批准につき留保を付さないで署名すること。
  - (b) 批准を条件として署名した後、批准すること。
  - (c) 加入すること。
  
- 3 批准又は加入は、批准書又は加入書を国際連合教育科学文化機関事務局長（以下「寄託者」



という。) に寄託することによつて行う。

$\uparrow J_{Map}$   $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow G$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

## 第 10 条

- 1 この条約は、前条 2 の規定に基づいて七の国がこの条約の締約国となつた後四箇月で効力を生ずる。
  
- 2 その後は、この条約は、批准につき留保を付さないで署名した日又は批准書若しくは加入書を寄託した日の後四箇月で各締約国について効力を生ずる。

## 第 10 条の 2

- 1 この条約は、条約の改正のためにこの条の規定に従い招集される締約国の会合において改正することができる。
- 2 いずれの締約国も、改正を提案することができる。
- 3 改正案及び改正の理由は、この条約に規定する事務局の任務を遂行する機関又は政府（以下「事務局」という。）に通報するものとし、事務局は、速やかにこれらをすべての締約国に通報する。締約国は、改正案についての意見を、事務局が改正案を締約国に通報した日から三箇月以内に事務局に通報する。事務局は、意見を提出する期限の末日の後直ちに、その日までに提出されたすべての意見を締約国に通報す

る。

- 4 事務局は、締約国び 3 分の 1 以上が書面による要請をした場合には、3 の規定に従つて通報された改正案を検討するための締約国の会合を招集する。事務局は、会合の時期及び場所について締約国と協議する。
- 5 改正は、出席しかつ投票する締約国の 3 分の 2 以上の多数による議決で採択する。
- 6 採択された改正は、締約国の 3 分の 2 が改正の受諾書を寄託者に寄託した日の後 4 番目の月の初日に、改正を受諾した締約国について効力を生ずる。締約国の 3 分の 2 が改正の受諾書を寄託した日の後に改正の受諾書を寄託する締約国については、改正は、当該受諾書が寄託された日の後 4 番目の月の初日に効力を生ずる。



$\uparrow J \text{Map} \rightarrow F \rightarrow E \rightarrow C \rightarrow G \rightarrow R \rightarrow S$

## 第 11 条

- 1 この条約は、無期限に効力を有する。
- 2 いずれの締約国も、この条約が自国について効力を生じた日から5年の期間が満了した後は、寄託者が書面による通告を行うことにより、この条約を廃棄することができる。廃棄は、寄託者がその通告を受領した日の後四箇月で効力を生ずる。

## 第 12 条

- 1 寄託者は、この条約のすべての署名国及び加入国に対し、できる限り速やかに次の事項を通報する。
  - (a) この条約の署名
  - (b) この条約の批准書の寄託
  - (c) この条約の加入書の寄託
  - (d) この条約の効力発生の日
  - (e) この条約の廃棄の通告
  
- 2 寄託者は、この条約が効力を生じたときは、国際連合憲章第 102 条の規定により、この条約を国際連合事務局に登録する。

以上の証拠として、下名は、正当に委任を受けてこの条約に署名した。

1971年2月2日にラムサールで、英語、フランス語、ドイツ語及びロシア語により原本一通を作成した。これらは、すべてひとしく正文とする。原本は、預託者に寄託するものとし、寄託者は、その真正な謄本をすべての締約国に送付する。



↑G Map → F → E → C → J → R → S

Übereinkommen über Feuchtgebiete,  
insbesondere als Lebensraum für Wasser-  
und Watvögel, von internationaler Bedeutung

Ramsar, Iran, 2.2.1971

geändert durch das Pariser Protokoll vom  
3.12.1982

und die Regina-Änderungen vom 28.5.1987

Paris, 13. Juli 1994

Direktor, Büro für internationale Normen und  
rechtliche Angelegenheiten Organisation der  
Vereinten Nationen für Erziehung,  
Wissenschaft und Kultur (UNESCO)

[http://www.ramsar.org/sites/default/files/documen  
ts/library/scan\\_certified\\_g.pdf](http://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/scan_certified_g.pdf)

[Artikel 1](#)

[Artikel 2](#)

[Artikel 3](#)

[Artikel 4](#)

[Artikel 5](#)

[Artikel 6](#)

[Artikel 7](#)

[Artikel 8](#)

[Artikel 9](#)

[Artikel 10](#)

[Artikel 10 bis](#)

[Artikel 11](#)

[Artikel 12](#)

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

Die Vertragsparteien

IN DER ERKENNTNIS der wechselseitigen  
Abhängigkeit des Menschen und seiner Umwelt;

IN ANBETRACHT der grundlegenden ökologischen  
Bedeutung von Feuchtgebieten als Regulatoren  
für den Wasserhaushalt und als Lebensraum für  
eine besondere Pflanzen- und Tierwelt, vor allem  
für Wat- und Wasservögel;

IN DER ÜBERZEUGUNG, dass Feuchtgebiete ein  
Bestandteil des Naturhaushalts von grossem  
Wert für Wirtschaft, Kultur, Wissenschaft und  
Erholung sind und ihr Verlust unwiederbringlich  
wäre;

VON DEM WUNSCH GELEITET, der fortschreitenden  
Schmälerung und dem Verlust von  
Feuchtgebieten jetzt und in Zukunft Einhalt zu  
gebieten;

IN DER ERKENNTNIS, dass Wat- und Wasservögel  
auf ihrem Zug Länder überfliegen und daher als  
internationale Bestandteile des Naturhaushalts  
betrachtet werden sollten;

IM VERTRAUEN DARAUF, dass die Erhaltung der  
Feuchtgebiete mit ihrer Pflanzen- und Tierwelt  
durch die Verbindung zukunftsweisender  
einzelstaatlicher Massnahmen mit aufeinander  
abgestimmten internationalen Bemühungen  
gewährleistet werden kann -

sind wie folgt übereingekommen:

## Artikel 1

1. Feuchtgebiete im Sinne dieses Übereinkommens sind Feuchtwiesen, Moor- und Sumpfgebiete oder Gewässer, die natürlich oder künstlich, dauernd oder zeitweilig, stehend oder fließend, Süß-, Brack- oder Salzwasser sind, einschliesslich solcher Meeresgebiete, die eine Tiefe von sechs Metern bei Niedrigwasser nicht übersteigen.
2. Wat- und Wasservögel im Sinne dieses Übereinkommens sind Vögel, die von Feuchtgebieten ökologisch abhängig sind.

## Artikel 2

1. Jede Vertragspartei bezeichnet geeignete Feuchtgebiete in ihrem Hoheitsgebiet zur Aufnahme in eine "Liste international bedeutender Feuchtgebiete", die im folgenden als "Liste" bezeichnet und von dem nach Artikel 8 erreichten Sekretariat geführt wird. Die Grenzen des Feuchtgebiets werden genau beschrieben und auf einer Karte eingezeichnet; sie können auch an die Feuchtgebiete anschliessende Ufer- und Küstenbereiche, Inseln oder innerhalb der Feuchtgebiete liegende Meeresgewässer mit einer grösseren Tiefe als sechs Meter bei Niedrigwasser einschliessen, vor allem wenn sie als Lebensraum für Wat- und Wasservögel von Bedeutung sind.

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

2. Die Feuchtgebiete sollen für die Liste nach ihrer internationalen ökologischen, botanischen, zoologischen, limnologischen und hydrologischen Bedeutung ausgewählt werden. In erster Linie sollen Feuchtgebiete, die während der Jahreszeiten im Hinblick auf Wat- und Wasservögel von internationaler Bedeutung sind, in die Liste aufgenommen werden.

$\uparrow G$  *Map*    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

3. Die Aufnahme eines Feuchtgebiets in die Liste beeinträchtigt nicht die ausschliesslichen Hoheitsrechte der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet das Feuchtgebiet liegt.



↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

4. Jede Vertragspartei benennt bei Unterzeichnung dieses Übereinkommens oder bei Hinterlegung ihrer Ratifikations- oder Beitrittsurkunde nach Artikel 9 wenigstens ein Feuchtgebiet zur Aufnahme in die Liste.

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

5. Jede Vertragspartei hat das Recht, weitere Feuchtgebiete innerhalb ihres Hoheitsgebiets der Liste hinzuzufügen, die Grenzen der bereits darin eingetragenen Feuchtgebiete auszudehnen oder sie wegen dringender nationaler Interessen aufzuheben oder enger zu ziehen; die betreffende Vertragspartei unterrichtet so schnell wie möglich die für die laufenden Sekretariatsgeschäfte nach Artikel 8 verantwortliche Organisation oder Regierung über alle derartigen Änderungen.

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

6. Jede Vertragspartei ist sich sowohl bei der Bezeichnung von Gebieten für die Liste als auch bei Ausübung ihres Rechts, Eintragungen über Feuchtgebiete innerhalb ihres Hoheitsgebiets zu ändern, ihrer internationalen Verantwortung für Erhaltung, Hege und wohlausgewogenen Nutzung der Bestände ziehender Wat- und Wasservögel bewusst.

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

## Artikel 3

1. Die Vertragsparteien planen und verwirklichen ihre Vorhaben in der Weise, dass die Erhaltung der in der Liste geführten Feuchtgebiete und, soweit wie möglich, eine wohlausgewogene Nutzung der übrigen Feuchtgebiete innerhalb ihres Hoheitsgebietes gefördert werden.

$\uparrow G$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

2. Jede Vertragspartei trägt dafür Sorge, dass sie so schnell wie möglich unterrichtet wird, wenn die ökologischen Verhältnisse eines in die Liste aufgenommenen Feuchtgebiets innerhalb ihres Hoheitsgebiets sich infolge technologischer Entwicklungen, Umweltverschmutzungen oder anderer menschlicher Eingriffe geändert haben, ändern oder wahrscheinlich ändern werden. Die Informationen über solche Veränderungen werden an die nach Artikel 8 für die laufenden Sekretariatsgeschäfte zuständige Organisation oder Regierung unverzüglich weitergeleitet.

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

## Artikel 4

1. Jede Vertragspartei fördert die Erhaltung von Feuchtgebieten sowie von Wat- und Wasservögeln dadurch, dass Feuchtgebiete - gleichviel ob sie in der Liste geführt werden oder nicht - zu Schutzgebieten erklärt werden und in angemessenem Umfang für ihre Aufsicht gesorgt wird.

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

2. Hebt die Vertragspartei im dringenden nationalen Interesse die Grenzen eines in der Liste geführten Feuchtgebiets auf oder zieht sie dessen Grenzen enger, so soll sie, soweit wie möglich, jeden Verlust von Feuchtgebieten ausgleichen, insbesondere für Wat- und Wasservögel sowie - in demselben oder in einem anderen Gebiet - zum Schutz eines angemessenen Teils des natürlichen Lebensraumes zusätzliche Schutzgebiete schaffen.

$\uparrow G$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow R$   $\rightarrow S$

3. Die Vertragsparteien fördern die Forschung sowie den Austausch von Daten und Publikationen über Feuchtgebiete einschliesslich ihrer Pflanzen- und Tierwelt.



$\uparrow G$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

4. Die Vertragsparteien bemühen sich, durch Hege die Bestände von Wat- und Wasservögeln in geeigneten Feuchtgebieten zu vergrößern.

$\uparrow G$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow J$     $\rightarrow C$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

5. Die Vertragsparteien fördern die Ausbildung von Personal, das zur Forschung, Hege und Aufsicht in Feuchtgebieten befähigt ist.

## Artikel 5

Die Vertragsparteien konsultieren einander hinsichtlich der Erfüllung der sich aus diesem Übereinkommen ergebenden Verpflichtungen, insbesondere in solchen Fällen, in denen sich ein Feuchtgebiet über das Hoheitsgebiet mehr als einer Vertragspartei erstreckt oder mehrere Vertragsparteien an einem Gewässersystem gemeinsam Anteil haben.

Ferner bemühen sie sich darum, gegenwärtige und künftige Massnahmen und Regelungen zur Erhaltung von Feuchtgebieten mit ihrer Pflanzen- und Tierwelt aufeinander abzustimmen und zu fördern.

## Artikel 6

1. Es wird eine Konferenz der Vertragsparteien gebildet, welche die Einhaltung des vorliegenden Übereinkommens überwachen und unterstützen soll. Das in Artikel 8 Absatz 1 erwähnte Sekretariat beruft ordentliche Sitzungen der Konferenz in Abständen von höchstens drei Jahren ein, es sei denn, die Konferenz bestimme anders darüber; ausserordentliche Sitzungen beruft das Sekretariat ein, wenn mindestens ein Drittel der Vertragsparteien schriftlich darum ersucht.

Die Konferenz der Vertragsparteien bestimmt in jeder ihrer ordentlichen Sitzungen Zeitpunkt und Ort ihrer nächsten ordentlichen Sitzung.

↑G Map → F → E → C → J → R → S

2. Die Konferenz der Vertragsparteien hat die Aufgabe:

- (a) die Erfüllung dieses Übereinkommens zu erörtern;
- (b) Neueintragungen und Änderungen in der Liste zu erörtern;
- (c) Informationen nach Artikel 3 Absatz 2 über Veränderungen der ökologischen Verhältnisse der in der Liste geführten Feuchtgebiete zu prüfen;
- (d) den Vertragsparteien allgemeine oder besondere Empfehlungen hinsichtlich der Erhaltung, Hege und wohlausgewogenen Nutzung von Feuchtgebieten einschliesslich

ihrer Pflanzen- und Tierwelt zu geben;

- (e) zuständige internationale Gremien um die Erstellung von Berichten und Statistiken über Fragen zu ersuchen, die ihrem Wesen nach international sind und Feuchtgebiete betreffen;
- (f) weitere Empfehlungen oder Beschlüsse anzunehmen, die der Funktionsfähigkeit des bestehenden Übereinkommens förderlich sind.

↑G Map → F → E → C → J → R → S

- 3 Die Vertragsparteien stellen sicher, dass auf allen Ebenen die für die Verwaltung von Feuchtgebieten Verantwortlichen über die Empfehlungen dieser Konferenzen zur Erhaltung, Hege und wohlausgewogenen Nutzung von Feuchtgebieten mit ihrer Pflanzen- und Tierwelt unterrichtet werden und diesen Empfehlungen Rechnung tragen.
  
4. Die Konferenz der Vertragsparteien verabschiedet in jeder ihrer Sitzungen eine Geschäftsordnung.
  
5. Die Konferenz der Vertragsparteien erstellt und überprüft regelmässig die Finanzordnung des bestehenden Übereinkommens. Anlässlich jeder ordentlichen Sitzung verabschiedet sie das Budget für die Erfüllung ihrer Aufgaben mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und

stimmberechtigten Parteien.

6. Jede Vertragspartei trägt zu diesem Budget nach Massgabe eines Verteilungsschlüssels bei, der von den anwesenden und stimmberechtigten Vertragsparteien anlässlich einer ordentlichen Konferenz der Vertragsparteien einstimmig angenommen wurde.



## Artikel 7

1. Zu den Vertretern der Vertragsparteien auf solchen Konferenzen sollen Personen gehören, die aufgrund ihrer Kenntnisse und Erfahrungen, die sie auf Wissenschafts-, Verwaltungs- oder anderen einschlägigen Gebieten gewonnen haben, Experten für Feuchtgebiete oder Wat- und Wasservögel sind.
2. Jede an einer Konferenz vertretene Vertragspartei verfügt über eine Stimme. Die Empfehlungen, Beschlüsse und Entschiede werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und stimmberechtigten Vertragsparteien angenommen, es sei denn, das Übereinkommen verfüge anders darüber.

## Artikel 8

1. Die Internationale Union für die Erhaltung der Natur und der natürlichen Hilfsquellen (International Union for Conservation of Nature and Natural Resources) nimmt die laufenden Sekretariatsgeschäfte im Rahmen dieses Übereinkommens solange wahr, bis eine Organisation oder Regierung mit Zweidrittelmehrheit aller Vertragsparteien damit beauftragt wird.
  
2. Die laufenden Sekretariatsgeschäfte umfassen unter anderem:
  - (a) Mitwirkung der Einberufung und Durchführung von Konferenzen nach Artikel 6;

- (b) Führung der Liste "international bedeutender Feuchtgebiete" und Entgegennahme der nach Artikel 2 Absatz 5 von den Vertragsparteien erteilten Informationen über Neueintragungen sowie Ausdehnungen, Aufhebungen oder Einschränkungen der in der Liste geführten Feuchtgebiete;
- (c) Entgegennahme der nach Artikel 3 Absatz 2 von den Vertragsparteien erteilten Informationen über alle Veränderungen der ökologischen Verhältnisse der in der Liste geführten Feuchtgebiete;
- (d) Notifizierung aller Vertragsparteien von jeder Änderung der Liste sowie von Veränderungen der ökologischen Verhältnisse der in der Liste geführten Feuchtgebiete sowie Vormerkung dieser Angelegenheit zur Erörterung auf der nächsten Konferenz;

(e) Mitteilung der Empfehlungen der Konferenz zu den oben genannten Änderungen der Liste oder Veränderungen der Verhältnisse der in der Liste geführten Feuchtgebiete an die betroffene Vertragspartei.

$\uparrow G$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## Artikel 9

1. Dieses Übereinkommen steht auf unbegrenzte Zeit zur Unterzeichnung offen.
  
2. Jedes Mitglied der Vereinten Nationen, einer ihrer Sonderorganisationen, der Internationalen Atomenergie-Organisation sowie jede Partei der Satzung des Internationalen Gerichtshofs kann Partei dieses Übereinkommens werden durch
  - (a) Unterzeichnung ohne Vorbehalt der Ratifikation;
  - (b) Unterzeichnung vorbehaltlich der Ratifikation und nachfolgende Ratifikation;
  - (c) Beitritt.

3. Ratifikation oder Beitritt werden durch die Hinterlegung einer Ratifikations- oder Beitrittsurkunde beim Generaldirektor der Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur (im folgenden als "Verwahrer" bezeichnet) wirksam.

↑G Map → F → E → C → J → R → S

## Artikel 10

1. Dieses Übereinkommen tritt vier Monate, nachdem sieben Staaten nach Artikel 9 Absatz 2 Parteien dieses Übereinkommens geworden sind, in Kraft.
2. Danach tritt dieses Übereinkommen für jede Vertragspartei vier Monate nach dem Tag der Unterzeichnung ohne Vorbehalt der Ratifikation oder der Hinterlegung der Ratifikations- oder Beitrittsurkunde in Kraft.

Artikel 10 bis

1. Dieses Übereinkommen kann auf einer zu diesem Zweck gemäss diesem Artikel anberaumten Sitzung der Vertragsparteien geändert werden.
2. Jede Vertragspartei kann Änderungen vorschlagen.
3. Der Wortlaut eines Änderungsvorschlags und dessen Begründung werden der Organisation oder Regierung übermittelt, welche die laufenden Sekretariatsgeschäfte im Rahmen des Übereinkommens wahrnimmt (im folgenden als "Sekretariat" bezeichnet) und vom Sekretariat umgehend an alle Vertragsparteien weitergeleitet. Stellungnahmen der Vertragsparteien zum



Wortlaut werden dem Sekretariat innerhalb von drei Monaten nach dem Zeitpunkt übermittelt, zu dem das Sekretariat den Vertragsparteien die Änderungen mitgeteilt hat. Unmittelbar nach dem Stichtag für die Einreichung der Stellungnahmen übermittelt das Sekretariat den Vertragsparteien alle bis zu diesem Tag eingegangenen Stellungnahmen.

4. Zur Prüfung einer nach Absatz 3 mitgeteilten Änderung beraumt das Sekretariat auf schriftlichen Antrag eines Drittels der Vertragsparteien eine Sitzung der Vertragsparteien an. Das Sekretariat stimmt Zeit und Ort der Sitzung mit den Vertragsparteien ab.
5. Änderungen werden mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Vertragsparteien beschlossen.

6. Eine beschlossene Änderung tritt für die Vertragsparteien, die sie angenommen haben, am ersten Tag des vierten Monats nach dem Zeitpunkt in Kraft, zu dem zwei Drittel der Vertragsparteien eine Annahmeerkunde beim Verwahrer hinterlegt haben. Für jede Vertragspartei, die eine Annahmeerkunde nach dem Zeitpunkt hinterlegt, zu dem zwei Drittel der Vertragsparteien Annahmeerkunden hinterlegt haben, tritt die Änderung am ersten Tag des vierten Monats nach dem Zeitpunkt der Hinterlegung ihrer Annahmeerkunde in Kraft.

$\uparrow G$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow R$     $\rightarrow S$

## Artikel 11

1. Dieses Übereinkommen bleibt auf unbegrenzte Zeit in Kraft.
  
2. Jede Vertragspartei kann dieses Übereinkommen nach einem Zeitraum von fünf Jahren, nachdem es für sie in Kraft getreten ist, gegenüber dem Verwahrer schriftlich kündigen. Die Kündigung wird vier Monate nach ihrem Eingang beim Verwahrer wirksam.

↑G Map    →F    →E    →C    →J    →R    →S

## Artikel 12

1. Der Verwahrer unterrichtet so bald wie möglich alle Staaten, die dieses Übereinkommen unterzeichnet haben oder ihm beigetreten sind, von
  - (a) Unterzeichnungen dieses Übereinkommens;
  - (b) Hinterlegungen von Ratifikationsurkunden zu diesem Übereinkommen;
  - (c) Hinterlegungen von Beitrittsurkunden zu diesem Übereinkommen;
  - (d) dem Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Übereinkommens;
  - (e) Notifikation von Kündigungen dieses Übereinkommens.
  
2. Sobald dieses Übereinkommen in Kraft getreten ist, lässt der Verwahrer es beim

Sekretariat der Vereinten Nationen nach Artikel 102 ihrer Charta eintragen.

ZU URKUND DESSEN haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

GESCHEHEN zu Ramsar am 2. Februar 1971 in einer einzigen Urschrift in deutscher, englischer, französischer und russischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist; die Urschrift wird beim Verwahrer hinterlegt, der allen Vertragsparteien gleichlautende Abschriften übermittelt.

↑R Map → F → E → C → I → G → S

Конвенция о водно-болотных угодьях, имеющих международное значение, главным образом, в качестве мест обитания водоплавающих птиц

Принята 2 февраля 1971 года

[http://www.un.org/ru/documents/decl\\_conv/conventions/waterfowl.shtml](http://www.un.org/ru/documents/decl_conv/conventions/waterfowl.shtml)

[Статья1](#)

[Статья2](#)

[Статья3](#)

[Статья4](#)

[Статья5](#)

[Статья6](#)

[Статья7](#)

[Статья8](#)

[Статья9](#)

[Статья10](#)

[Статья10-BIS](#)

[Статья11](#)

[Статья12](#)

↑R Map    →F    →E    →C    →J    →G    →S

Договаривающиеся стороны,

признавая взаимозависимость человека и окружающей его среды, учитывая существенные экологические функции водно-болотных угодий как регуляторов водного режима и в качестве местообитаний, обеспечивающих существование характерной флоры и фауны, особенно водоплавающих птиц,

будучи убежденными, что водно-болотные угодья представляют собой ресурс, имеющий большое экономическое, культурное и рекреационное значение, потеря которого была бы неоправданной,

желая приостановить усиливающееся наступле



ни человека наводно-болотные угодья и их потеря в настоящем и будущем,

признавая, что водоплавающие птицы в время своих сезонных миграций могут пересекать государственные границы, таким образом, должны рассматриваться как международный ресурс,

будучи уверенными, что охрана наводно-болотных угодий, их флоры и фауны может быть обеспечена в результате сочетания дальновидной национальной политики с координированными международными усилиями,

согласились:

## Статья 1

1.

В настоящей Конвенции под водно-болотными угодьями понимаются районы болот, фенов, торфяных угодий или водоемов—естественных или искусственных, постоянных или временных, стоячих или проточных, пресных, солоноватых или соленых, включая морские акватории, глубина которых при отливе не превышает шестиметров.

2. В настоящей Конвенции под водоплавающими птицами понимаются птицы, экологически связанные с водно-болотными угодьями.

## Статья 2

1. Каждая Договаривающаяся сторона определяет подходящие водно-болотные угодья на своей территории, включаемые в Список водно-болотных угодий международного значения, и в дальнейшем именуемый как Список, хранимый бюро, установленным Статьей 8. Границы каждого водно-болотного угодья точно описываются и наносятся на карту, и они могут включать прибрежные речные и морские зоны, смежные с водно-болотными угодьями, и острова или морские водоемы с глубиной больше шести метров во время отлива, расположенные в пределах водно-болотных угодий, особенно там, где они важны в качестве местопребывания водоплавающих птиц.

$\uparrow \mathcal{R}$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow S$

2. Водно-болотные угодья для Списка должны отбираться на основании их международного значения с точки зрения экологии, ботаники, зоологии, лимнологии или гидрологии. В первую очередь в Список следует включать водно-болотные угодья, имеющие международное значение в качестве местообитаний водоплавающей птицы в любой сезон.

$\uparrow \mathcal{R}$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

3. Включение водно-болотного угодья в Список не наносит ущерба исключительным суверенным правам Договаривающейся стороны, на чьей территории оно расположено.

$\uparrow R$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

4. Каждая Договаривающаяся сторона определяет для включения в Список, по крайней мере, одно водно-болотное угодье при подписании настоящей Конвенции или при сдаче на хранение документа о ратификации или присоединении, согласно Статье 9.

$\uparrow R$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

5. Любая Договаривающаяся сторона имеет право добавлять к Списку дополнительные водно-болотные угодья, расположенные на ее территории, расширять границы водно-болотных угодий, которые уже внесены ею в Список, или, вследствие настоятельных государственных интересов, вычеркнуть из Списка или сократить границы водно-болотных угодий, которые уже внесены ею в Список, и информирует, как можно скорее, государство или правительство, ответственное за выполнение обязанностей постоянно действующего бюро, как указано в Статье 8, о любых таких изменениях.

$\uparrow R$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

6. Каждая Договаривающаяся сторона руководствуется сознанием своей международной ответственности за охрану, управление и рациональное использование ресурсов мигрирующих водоплавающих птиц как при определении первоначального перечня для Списка, так и при использовании своего права изменять перечень водно-болотных угодий, находящихся на своей территории и включенных в Список.



$\uparrow \mathcal{R}$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow S$

## Статья 3

1. Договаривающиеся стороны определяют и осуществляют свое планирование таким образом, чтобы способствовать охране водно-болотных угодий, включенных в Список, а также, насколько это возможно, разумному использованию водно-болотных угодий, находящихся на их территории.

$\uparrow R$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

2. Каждая Договаривающаяся сторона обеспечивает такое положение, при котором она сама в возможно ранний срок получает информацию с мест в случае, если экологический характер любого уголья на ее территории, включенного в Список, изменился, изменяется или может измениться в результате технического развития, загрязнения или других видов вмешательства человека. Информация о таких изменениях передается без промедления организации или правительству, ответственным за выполнение обязанностей постоянно действующего бюро, как указано в Статье 8.

$\uparrow \mathcal{R}$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow S$

## Статья 4

1. Каждая Договаривающаяся сторона способствует охране водно-болотных угодий и водоплавающих птиц посредством создания природных резерватов на водно-болотных угодьях, независимо от того, включены они в Список или нет, и обеспечивает надлежащий надзор за ними.

$\uparrow R$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

2. В тех случаях, когда из-за настоятельных государственных интересов, Договаривающаяся сторона исключает из Списка или сокращает размеры водно-болотного угодья, включенного в него, она должна, насколько это возможно, компенсировать происходящую в результате этого потерю ресурсов водно-болотных угодий; и, в частности, она должна создавать дополнительные природные резерваты для водоплавающих птиц, а также обеспечивать защиту достаточной части территории первоначального их местообитания в этом районе или где-либо в другом месте.

$\uparrow \mathcal{R}$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

3. Договаривающиеся стороны поощряют исследования и обмен данными и публикациями, относящимися к водно-болотным угодьям, их флоре и фауне.

$\uparrow \mathcal{R}$  Map  $\rightarrow F$   $\rightarrow E$   $\rightarrow C$   $\rightarrow J$   $\rightarrow G$   $\rightarrow S$

4. Договаривающиеся стороны стремятся к увеличению численности водоплавающих птиц путем рационального использования соответствующих водно-болотных угодий.

$\uparrow \mathcal{R} \text{ Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow J$     $\rightarrow C$     $\rightarrow G$     $\rightarrow S$

5. Договаривающиеся стороны способствуют подготовке компетентных специалистов для исследования, надзора и управления водно-болотными угодьями.

## Статья5

Договаривающиеся стороны консультируются друг с другом по поводу выполнения обязательств, вытекающих из настоящей Конвенции, особенно, в случае, когда водно-болотное угодье располагается на территории более, чем одной Договаривающейся стороны или там, где водная система входит в состав территории более, чем одной Договаривающейся стороны.

В то же время они стараются координировать и осуществлять свою настоящую и будущую политику и правила в отношении охраны водно-болотных угодий, их флоры и фауны.



## Статья 6

1. Настоящим учредается Конференция Договаривающихся Сторон с целью рассмотрения выполнения настоящей Конвенции и содействия этому. Бюро, о котором говорится в пункте 1 Статьи 8, созывает очередные сессии Конференции Договаривающихся Сторон с интервалом не более трех лет, кроме случаев, когда Конференция примет иное решение, а внеочередные сессии - по письменной просьбе по крайней мере одной трети Договаривающихся Сторон.

На каждой очередной сессии Конференции Договаривающихся Сторон определяются время и место проведения ее следующей очередной сессии.

$\uparrow$   $\mathcal{R}$  Map  $\rightarrow$   $F$   $\rightarrow$   $E$   $\rightarrow$   $C$   $\rightarrow$   $J$   $\rightarrow$   $G$   $\rightarrow$   $S$

2. Эти Конференции носят консультативный характер и компетентны в следующем:

- a) обсуждать выполнение настоящей Конвенции;
- b) обсуждать дополнения и изменения в Списке;
- c) рассматривать информацию относительно изменений в экологическом характере водно-болотных угодий, включенных в Список, в соответствии с параграфом 2 Статьи 3;
- d) давать общие и специальные рекомендации Договаривающимся сторонам относительно охраны,

управления и рационального использования водно-болотных угодий, их фауны и флоры;

- e) обращаться с просьбой к соответствующим международным органам относительно подготовки отчетов и статистических данных, носящих, в основном, международный характер и касающихся водно-болотных угодий.
  
- f) принимать другие рекомендации или резолюции с целью содействия осуществлению настоящей

↑R Map → F → E → C → J → G → S

3. Договаривающиеся стороны обеспечивают, чтобы все те, кто несет ответственность на всех уровнях за управление водно-болотными угодьями, были информированы и учитывали рекомендации таких Конференций в отношении охраны, управления и рационального использования водно-болотных угодий, их флоры и фауны.
4. Конференция Договаривающихся Сторон утверждает Правила процедуры для каждой своей сессии.
5. Конференция Договаривающихся Сторон принимает и осуществляет периодический обзор Положения о финансах настоящей Конвенции. В конце ее очередных сессий она утверждает бюджет на следующий финансовый период большинством в две

трети присутствующих и принимающих участие в голосовании Договаривающихся Сторон.

6. Каждая Договаривающаяся Сторона осуществляет взнос в бюджет в соответствии со шкалой взносов, принятой единогласно присутствующими и принимающими участие в голосовании Договаривающимися Сторонами на очередной сессии Конференции Договаривающихся Сторон.

## Статья7

1. Каждой Договаривающейся стороне следует включать в число своих представителей на такие Конференции лиц, которые являются экспертами по водно-болотным угодьям или водоплавающей птице, благодаря своим знаниям и опыту, приобретенным в научной, административной или других соответствующих областях.
2. Каждая из представленных Договаривающихся сторон имеет на Конференции один голос, причем рекомендации принимаются простым большинством поданных голосов при условии, что не менее половины Договаривающихся сторон принимают

участие в голосовании.

## Статья 8

1. Международный союз по охране природы и природных ресурсов выполняет обязанности постоянно действующего бюро, налагаемые настоящей Конвенцией, пока Договаривающиеся стороны голосованием большинством в две трети не назначат другую организацию или правительство.
  
2. Обязанности постоянно действующего бюро состоят в следующем:
  - a) содействовать созыву и организации конференций, упомянутых в Статье 6;
  
  - b) хранить Список водно-болотных угодий



международного значения и получать информацию от Договаривающихся сторон о любых дополнениях, расширениях, исключениях или ограничениях относительно водно-болотных угодий, включенных в Список, как это указано в параграфе 5 Статьи 2;

- c) получать информацию от Договаривающихся сторон о любых изменениях в экологическом характере водно-болотных угодий, включенных в Список, как это указано в параграфе 2 Статьи 3;
  
- d) посылать всем Договаривающимся сторонам извещения о любых изменениях в Списке или изменениях в характере водно-болотных угодий, включенных в

него, и обеспечивать обсуждение этих вопросов на следующей конференции;

- е) доводить до сведения соответствующих Договаривающихся сторон рекомендации конференций в отношении таких изменений в Списке или изменений в характере водно-болотных угодий, находящихся в Списке.

## Статья9

1. Настоящая Конвенция открыта для подписания без ограничения во времени.
  
2. Любой член Организации Объединенных Наций или одного из ее специализированных учреждений или страна — участница Международного агентства по атомной энергии или статута Международного Суда может стать участником настоящей Конвенции посредством:
  - a) подписания без оговорок в отношении ратификации;
  - b) подписания, подлежащего ратификации, за которым следует

ратификация;

с) присоединения.

3. Ратификация или присоединение достигаются посредством сдачи на хранение документов о ратификации или присоединении Генеральному директору ЮНЕСКО (в дальнейшем именуемой «Депозитарий»).

## Статья 10

1. Настоящая Конвенция вступает в силу по истечении четырех месяцев после того, как, по крайней мере, семь государств станут участниками настоящей Конвенции в соответствии с параграфом 2 Статьи 9.
2. Настоящая Конвенция вступает в силу для каждой Договаривающейся стороны по истечении четырех месяцев со дня ее подписания без оговорок в отношении ратификации или сдачи на хранение документа о ратификации или присоединении.

## Статья 10-BIS

- 1 Поправки к настоящей Конвенции могут быть внесены Договаривающимися Сторонами на заседании Конференции, созванном с этой целью в соответствии с настоящей Статьей.
- 2 Любая Договаривающаяся Сторона может представлять предложения о внесении поправок.
- 3 Текст любой предлагаемой поправки и ее обоснование доводятся до сведения организации или Правительства, выполняющего обязанности постоянно действующего бюро, именуемого в дальнейшем "Бюро", о котором говорится в тексте Конвенции. Бюро незамедлительно сообщает текст предлагаемой поправки всем Договаривающимся Сторонам, которые в течение трех месяцев с момента

получения от Бюро уведомления о поправках направляют Бюро свои замечания по тексту. По истечении срока, установленного для предоставления замечаний, Бюро немедленно сообщает Договаривающимся Сторонам все замечания, представленные к этой дате.

- 4 Бюро созывает заседание Договаривающихся Сторон для рассмотрения поправок, поступивших в соответствии с пунктом 3, на основании письменной просьбы одной трети Договаривающихся Сторон. Бюро консультируется с заинтересованными сторонами относительно даты и места проведения этого заседания.
- 5 Поправки принимаются большинством в две трети присутствующих и участвующих в голосовании Договаривающихся Сторон.
- 6 Принятая Договаривающимися Сторонами поправка вступает для них в силу в первый день четвертого месяца со дня сдачи

Депозитарию двумя третями  
Договаривающихся Сторон акта о принятии.  
Для Договаривающейся Стороны, которая  
сдаёт на хранение акт о принятии после  
даты депонирования двумя третями  
Договаривающихся Сторон акта о принятии,  
поправка вступает в силу в первый день  
четвертого месяца со дня сдачи на  
хранение ею акта о принятии.



## Статья 11

1. Настоящая Конвенция заключается на неограниченный срок.
2. Любая Договаривающаяся сторона может посредством письменного уведомления «Депозитария» денонсировать настоящую Конвенцию после истечения пяти лет со дня, когда Конвенция вступила в силу в отношении данной Договаривающейся стороны. Денонсация вступает в силу по истечении четырех месяцев со дня получения уведомления «Депозитарием».

## Статья12

1. «Депозитарий» информирует все государства, которые подписали или присоединились к настоящей Конвенции, по возможности скорее, о:
  - a) подписаниях настоящей Конвенции;
  - b) сдаче на хранение документов о ратификации настоящей Конвенции;
  - c) сдачи на хранение документов о присоединении к настоящей Конвенции
  - d) дате вступления настоящей Конвенции в силу;

е) уведомлениях о денонсациях  
настоящей Конвенции.

2. По вступлении настоящей Конвенции в силу «Депозитарий» регистрирует ее в Секретариате ООН в соответствии со Статьей 102 Устава ООН.

ВУДОСТОВЕРЕНИЕ чего ниже подписавшиеся, должны образом натоуполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

СОВЕРШЕНО в Рамсаре 2 февраля 1971 года водном экземпляре на английском, французском, немецком и русском языках, который сдается на хранение «Депозитарию». «Депозитарий» направляет должным образом заверенные копии последнего всем Договаривающимся сторонам. В случае расхождения предпочтение отдается тексту на английском языке.

Замечания советской стороны по Статье 9 Конвенции оговорены в заключительном документе Рамсарской конференции.

↑S Map →F →E →C →J →G →R

## Convención Relativa a los Humedales de Importancia Internacional Especialmente como Hábitat de Aves Acuáticas

Ramsar, Iran, 2.2.1971

Modificada según el Protocolo de París,  
3.12.1982

y las Enmiendas de Regina, 28.5.1987

Copia certificada

París, 13.7.94

Director, Oficina de Normas Internacionales  
y Asuntos Legales Organización de las  
Naciones Unidas para la Educación, la  
Ciencia y la Cultura (UNESCO)

[Artículo 1](#)

[Artículo 2](#)

[Artículo 3](#)

[Artículo 4](#)

[Artículo 5](#)

[Artículo 6](#)

[Artículo 7](#)

[Artículo 8](#)

[Artículo 9](#)

[Artículo 10](#)

[Artículo 10 bis](#)

[Artículo 11](#)

[Artículo 12](#)

$\uparrow S$  Map     $\rightarrow F$      $\rightarrow E$      $\rightarrow C$      $\rightarrow J$      $\rightarrow G$      $\rightarrow R$

Las Partes Contratantes,

Reconociendo la interdependencia del hombre y  
de su medio ambiente,

Considerando las funciones ecológicas  
fundamentales de los humedales como  
reguladores de los regímenes hidrológicos y  
como hábitat de una fauna y flora  
características, especialmente de aves  
acuáticas,

Convencidas de que los humedales constituyen  
un recurso de gran valor económico, cultural,  
científico y recreativo, cuya pérdida sería  
irreparable,

Deseando impedir ahora y en el futuro las progresivas intrusiones en y pérdida de humedales,

Reconociendo que las aves acuáticas en sus migraciones estacionales pueden atravesar las fronteras, y que en consecuencia deben ser consideradas como un recurso internacional,

Convencidas de que la conservación de los humedales y de su flora y fauna pueden asegurarse armonizando políticas nacionales previsoras con una acción internacional coordinada,

Han convenido lo siguiente:



## Artículo 1

1. A los efectos de la presente Convención son humedales las extensiones de marismas, pantanos y turberas, o superficies cubiertas de aguas, sean éstas de régimen natural o artificial, permanentes o temporales, estancadas o corrientes, dulces, salobres o saladas, incluidas las extensiones de agua marina cuya profundidad en marea baja no exceda de seis metros.
2. A los efectos de la presente Convención son aves acuáticas las que dependen ecológicamente de los humedales.

## Artículo 2

1. Cada Parte Contratante designará humedales idóneos de su territorio para ser incluidos en la Lista de Humedales de Importancia Internacional, en adelante llamada "la Lista", que mantiene la Oficina establecida en virtud del Artículo 8. Los límites de cada humedal deberán describirse de manera precisa y también trazarse en un mapa, y podrán comprender sus zonas ribereñas o costeras adyacentes, así como las islas o extensiones de agua marina de una profundidad superior a los seis metros en marea baja, cuando se encuentren dentro del humedal, y especialmente cuando tengan importancia como hábitat de aves acuáticas.

↑S Map    →F    →E    →C    →J    →G    →R

2. La selección de los humedales que se incluyan en la Lista deberá basarse en su importancia internacional en términos ecológicos, botánicos, zoológicos, limnológicos o hidrológicos. En primer lugar deberán incluirse los humedales que tengan importancia internacional para las aves acuáticas en cualquier estación del año.

$\uparrow S_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$

3. La inclusión de un humedal en la Lista se realiza sin perjuicio de los derechos exclusivos de soberanía de la Parte Contratante en cuyo territorio se encuentra dicho humedal.

↑S Map    →F    →E    →C    →J    →G    →R

4. Cada Parte Contratante designará por lo menos un humedal para ser incluido en la Lista al firmar la Convención o depositar su instrumento de ratificación o de adhesión, de conformidad con las disposiciones del Artículo 9.

↑S Map    →F    →E    →C    →J    →G    →R

5. Toda Parte Contratante tendrá derecho a añadir a la Lista otros humedales situados en su territorio, a ampliar los que ya están incluidos o, por motivos urgentes de interés nacional, a retirar de la Lista o a reducir los límites de los humedales ya incluidos, e informarán sobre estas modificaciones lo más rápidamente posible a la organización o al gobierno responsable de las funciones de la Oficina permanente especificado en el Artículo 8.

↑S Map    →F    →E    →C    →J    →G    →R

6. Cada Parte Contratante deberá tener en cuenta sus responsabilidades de carácter internacional con respecto a la conservación, gestión y uso racional de las poblaciones migratorias de aves acuáticas, tanto al designar humedales de su territorio para su inclusión en la Lista, como al ejercer su derecho a modificar sus inscripciones previas.

$\uparrow S$  Map    $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$

## Artículo 3

1. Las Partes Contratantes deberán elaborar y aplicar su planificación de forma que favorezca la conservación de los humedales incluidos en la Lista y, en la medida de lo posible, el uso racional de los humedales de su territorio.



↑S Map    →F    →E    →C    →J    →G    →R

2. Cada Parte Contratante tomará las medidas necesarias para informarse lo antes posible acerca de las modificaciones de las condiciones ecológicas de los humedales en su territorio e incluidos en la Lista, y que se hayan producido o puedan producirse como consecuencia del desarrollo tecnológico, de la contaminación o de cualquier otra intervención del hombre. Las informaciones sobre dichas modificaciones se transmitirán sin demora a la organización o al gobierno responsable de las funciones de la Oficina permanente especificado en el Artículo 8.

## Artículo 4

1. Cada Parte Contratante fomentará la conservación de los humedales y de las aves acuáticas creando reservas naturales en aquéllos, estén o no incluidos en la Lista, y tomará las medidas adecuadas para su custodia.

↑S Map    →F    →E    →C    →J    →G    →R

2. Cuando una Parte Contratante, por motivos urgentes de interés nacional, retire de la Lista o reduzca los límites de un humedal incluido en ella, deberá compensar en la medida de lo posible, la pérdida de recursos de humedales y, en particular, crear nuevas reservas naturales para las aves acuáticas y para la protección de una porción adecuada de su hábitat original, en la misma región o en otro lugar.

$\uparrow S$  Map     $\rightarrow F$      $\rightarrow E$      $\rightarrow C$      $\rightarrow J$      $\rightarrow G$      $\rightarrow R$

3. Las Partes Contratantes fomentarán la investigación y el intercambio de datos y de publicaciones relativos a los humedales y a su flora y fauna.

$\uparrow S$  Map     $\rightarrow F$      $\rightarrow E$      $\rightarrow C$      $\rightarrow J$      $\rightarrow G$      $\rightarrow R$

4. Las Partes Contratantes se esforzarán por aumentar las poblaciones de aves acuáticas mediante la gestión de los humedales idóneos.

$\uparrow S$  Map     $\rightarrow F$      $\rightarrow E$      $\rightarrow J$      $\rightarrow C$      $\rightarrow G$      $\rightarrow R$

5. Las Partes Contratantes fomentarán la formación de personal para el estudio, la gestión y la custodia de los humedales.

## Artículo 5

1. Las Partes Contratantes celebrarán consultas sobre el cumplimiento de las obligaciones que se deriven de la Convención, especialmente en el caso de un humedal que se extienda por los territorios de más de una Parte Contratante o de un sistema hidrológico compartido por varias de ellas.

Al mismo tiempo, se esforzarán por coordinar y apoyar activamente las políticas y regulaciones actuales y futuras relativas a la conservación de los humedales y de su flora y fauna.

## Artículo 6

1. Se establecerá una Conferencia de las Partes Contratantes para revisar la presente Convención y fomentar su aplicación. La Oficina a que se refiere el Artículo 8, párrafo 1, convocará las reuniones ordinarias de la Conferencia de las Partes Contratantes a intervalos no mayores de tres años, a menos que la Conferencia decida otra cosa, y reuniones extraordinarias a petición por escrito de por los menos un tercio de las Partes Contratantes. En cada reunión ordinaria, la Conferencia de las Partes Contratantes determinará el lugar y la fecha de la reunión ordinaria siguiente.



$\uparrow S_{Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$

2. La Conferencia de las Partes Contratantes será competente:

- a) para discutir sobre la aplicación de esta Convención;
- b) para discutir las adiciones y modificaciones a la Lista;
- c) para considerar la información referida a los cambios en las condiciones ecológicas de los humedales incluidos en la Lista, proporcionada en aplicación del Artículo 3.2;
- d) para formular recomendaciones, generales o específicas, a las Partes Contratantes, y relativas a la conservación,

gestión y uso racional de los humedales y de su flora y fauna;

- e) para solicitar a los organismos internacionales competentes que preparen informes y estadísticas sobre asuntos de naturaleza esencialmente internacional que tengan relación con los humedales.
  
- f) para adoptar otras recomendaciones o resoluciones con miras a fomentar la aplicación de la presente Convención.

3. Las Partes Contratantes se encargarán de que los responsables de la gestión de los humedales, a todos los niveles, sean informados y tomen en consideración las recomendaciones de dichas Conferencias en lo relativo a la conservación, gestión y uso racional de los humedales y de su flora y fauna.
  
4. La Conferencia de las Partes Contratantes adoptará el reglamento de cada una de sus reuniones.
  
5. La Conferencia de las Partes Contratantes establecerá y revisará permanentemente el reglamento financiero de la presente Convención. En cada una de sus reuniones ordinarias votará el presupuesto del ejercicio financiero siguiente por una mayoría de los

dos tercios de las Partes Contratantes presentes y votantes.

6. Cada Parte Contratante contribuirá al presupuesto según la escala de contribuciones aprobada por unanimidad por las Partes Contratantes presentes y votantes en una reunión ordinaria de la Conferencia de las Partes Contratantes.

## Artículo 7

1. Las Partes Contratantes deberán incluir en su representación ante Conferencias a personas que sean expertas en humedales o en aves acuáticas, por sus conocimientos y experiencia adquiridos en funciones científicas, administrativas o de otra clase.
2. Cada una de las Partes Contratantes representadas en una Conferencia tendrá un voto, y las recomendaciones, resoluciones y decisiones se adoptarán por mayoría simple de las Partes Contratantes presentes y votantes, a menos que en la Convención se disponga otra cosa.

## Artículo 8

1. La Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza y de los Recursos Naturales desempeñará las funciones de la Oficina permanente en virtud de la presente Convención, hasta el momento que otra organización, o un gobierno, sea designado por una mayoría de los dos tercios de todas las Partes Contratantes.
  
2. Las obligaciones de la Oficina permanente serán, entre otras:
  - a) colaborar en la convocatoria y organización de las Conferencias previstas en el Artículo 6;
  
  - b) mantener la Lista de Humedales de

Importancia Internacional y recibir información de las Partes Contratantes sobre cualquier adición, extensión, supresión o reducción de los humedales incluidos en la Lista, según lo previsto en el Artículo 2.5;

c) recibir información de las Partes Contratantes sobre cualquier modificación de las condiciones ecológicas de los humedales incluidos en la Lista, según lo previsto en el Artículo 3.2;

d) notificar a las Partes Contratantes cualquier modificación de la Lista o cambio en las características de los humedales incluidos en ella, y proveer para que dichos asuntos se discutan en la Conferencia siguiente;

e) poner en conocimiento de la Parte

Contratante interesada las recomendaciones de las Conferencias en lo que se refiere a dichas modificaciones de la Lista o a los cambios de las características de los humedales incluidos en ella.



## Artículo 9

1. La Convención permanecerá indefinidamente abierta a la firma.
  
2. Todo miembro de la Organización de las Naciones Unidas o de una de sus agencias especializadas, o de la Agencia Internacional de la Energía Atómica, o Parte de los Estatutos de la Corte Internacional de Justicia, puede ser Parte Contratante en esta Convención mediante:
  - a) la firma sin reserva de ratificación;
  - b) la firma bajo reserva de ratificación, seguida de la ratificación;
  - c) la adhesión.

3. La ratificación o la adhesión se efectuarán mediante el depósito de un instrumento de ratificación o de adhesión ante el Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (llamada en adelante "el Depositario").

## Artículo 10

1. La Convención entrará en vigor cuatro meses después de que siete estados hayan pasado a ser Partes Contratantes en la Convención, de conformidad con las disposiciones del Artículo 9.2.
  
2. A partir de ese momento, la Convención entrará en vigor para cada Parte Contratante cuatro meses después de la fecha en que la haya firmado sin reserva de ratificación o en que haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión.

## Artículo 10 bis

1. La presente Convención podrá enmendarse en una reunión de las Partes Contratantes convocada con ese fin de conformidad con el presente Artículo.
2. Toda Parte Contratante podrá presentar propuestas de enmienda.
3. El texto de toda propuesta de enmienda y los motivos para la misma se comunicarán a la organización o al gobierno que actúe como Oficina permanente en virtud de esta Convención (denominada en adelante "la Oficina"), y ésta las comunicará sin demora a todas las Partes Contratantes. Cualquier comentario de una Parte Contratante sobre el

texto se comunicará a la Oficina durante los tres meses siguientes a la fecha en que la Oficina haya comunicado las propuestas de enmienda a las Partes Contratantes. La Oficina inmediatamente después de la fecha límite de presentación de los comentarios, comunicará a las Partes Contratantes todos los que haya recibido hasta esa fecha.

4. A petición por escrito de un tercio de las Partes Contratantes, la Oficina convocará a una reunión de las Partes Contratantes para examinar toda propuesta de enmienda comunicada con arreglo al párrafo 3. La Oficina consultará a las Partes en cuanto a la fecha y lugar de la reunión.
5. Las enmiendas se aprobarán por mayoría de los dos tercios de las Partes Contratantes presentes y votantes.

6. Una vez aprobada la propuesta la enmienda entrará en vigor, para las Partes Contratantes que la hayan aceptado, el primer día del cuarto mes que siga a la fecha en que los dos tercios de las Partes Contratantes hayan depositado un instrumento de aceptación ante el Depositario. Para toda Parte Contratante que deposite un instrumento de aceptación después de la fecha en que los dos tercios de las Partes Contratantes hayan depositado un instrumento de aceptación, la enmienda entrará en vigor el primer día del cuarto mes que siga a la fecha de depósito del instrumento de aceptación por esa Parte.

$\uparrow S \text{ Map}$     $\rightarrow F$     $\rightarrow E$     $\rightarrow C$     $\rightarrow J$     $\rightarrow G$     $\rightarrow R$

## Artículo 11

1. Esta Convención permanecerá en vigor por tiempo indefinido.
2. Toda Parte Contratante podrá denunciar la Convención transcurridos cinco años de la fecha de entrada en vigor para dicha Parte, mediante notificación por escrito al Depositario.

## Artículo 12

1. El Depositario informará lo antes posible a todos los Estados que hayan firmado la Convención o se hayan adherido a ella de:
  - a) las firmas de esta Convención;
  - b) los depósitos de instrumentos de ratificación de esta Convención;
  - c) los depósitos de adhesión a esta Convención;
  - d) la fecha de entrada en vigor de esta Convención;
  - e) las notificaciones de denuncia de esta Convención.
  
2. Cuando esta Convención haya entrado en vigor, el Depositario la hará registrar en la Secretaría de la Organización de las Naciones



Unidas, de conformidad con lo dispuesto por el Artículo 102 de la Carta.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados al efecto, firman la presente Convención.

HECHO en Ramsar el día 2 de febrero de 1971 en un sólo ejemplar original en inglés, francés, alemán y ruso, textos que son todos igualmente auténticos\*. La custodia de dicho ejemplar será confiada al Depositario, el cual expedirá copias certificadas y conformes a todas las Partes Contratantes.